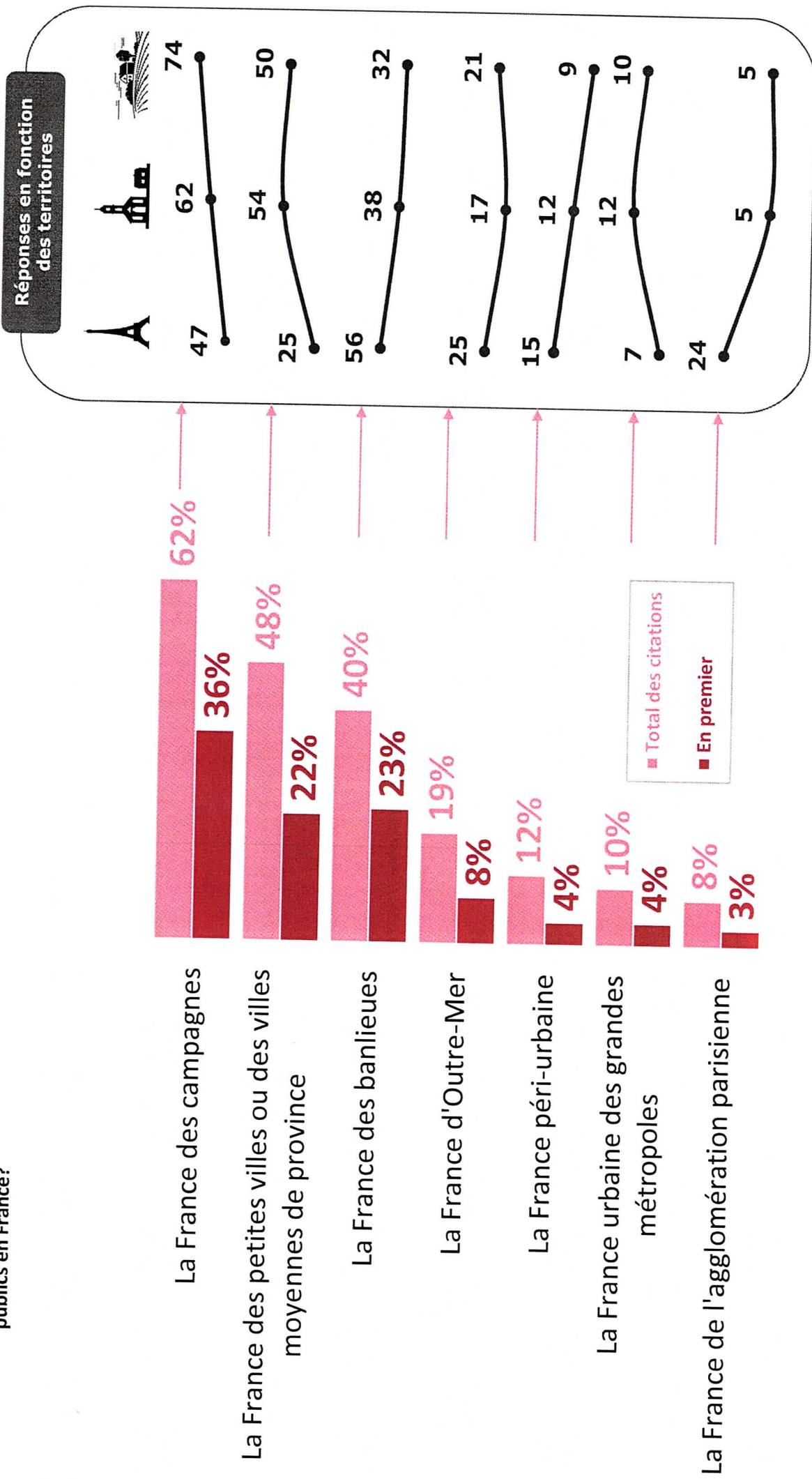


**Regard des
Français sur
les territoires**
SONDAGE IFOP POUR
LE GROUPE UNION
CENTRISTE DU SENAT
Juillet 2018

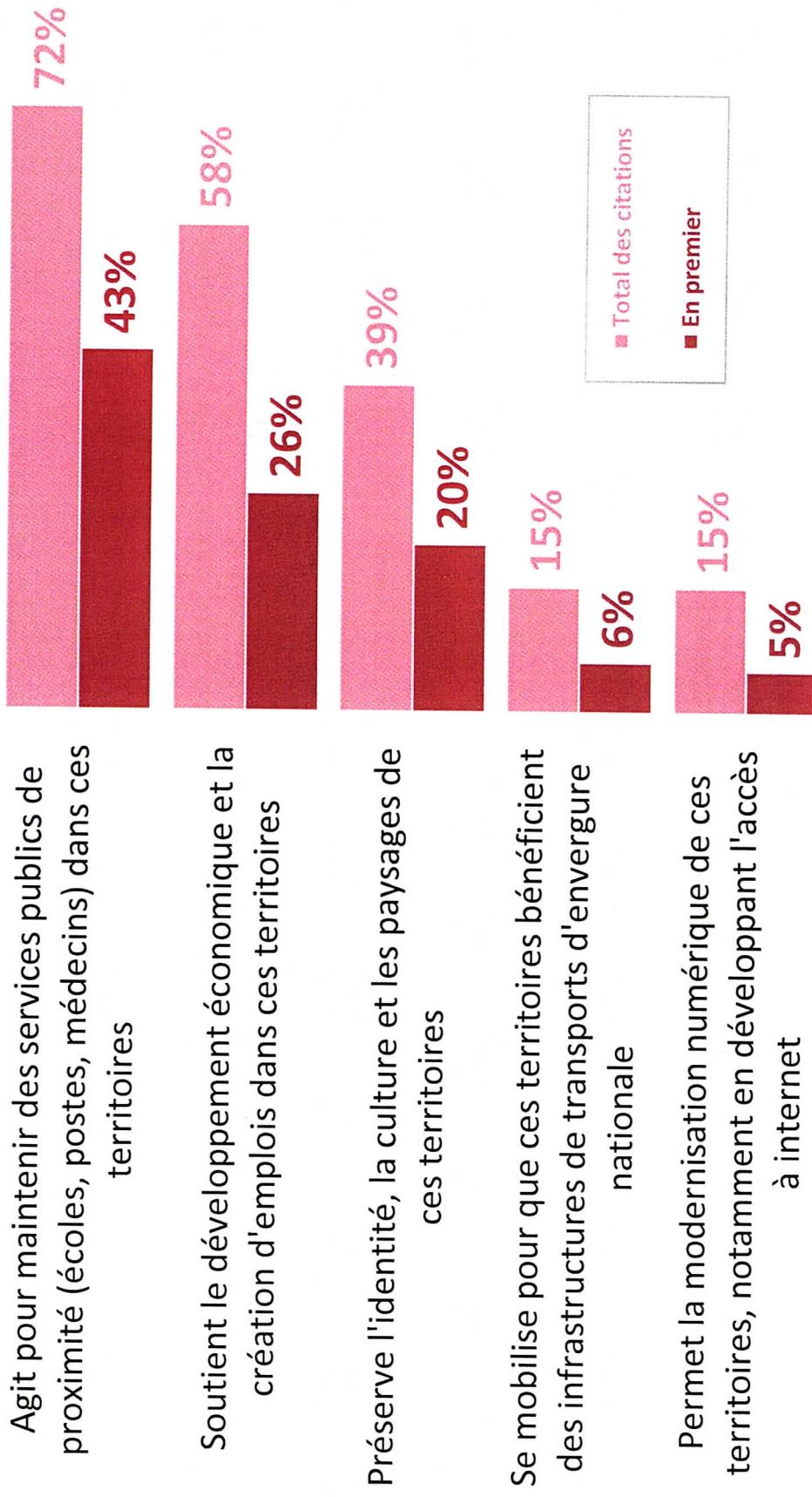


La France des campagnes et des villes de province, territoires à soutenir en priorité selon les Français

QUESTION : Quels sont les territoires qui ont, selon vous, le plus besoin de l'attention et du soutien des pouvoirs publics en France?



QUESTION : Pour vous lorsqu'on dit qu'on « défend les territoires » en France cela signifie qu'on...?



La définition que donnent les Français à la notion de « défense des territoires », à savoir, le maintien de services de proximité (72% des citations) et le soutien au développement économique (58% des citations), éclaire la hiérarchie des territoires qui devraient, selon eux, être soutenus en priorité par les pouvoirs publics.

C'est en effet dans la France des campagnes et des petites villes de province que les Français peuvent constater de la manière la plus spectaculaire la fermeture de services publics, de bureaux de poste et de commerces de proximité (en 2015, on comptait par exemple 400 fermetures de centres de finances publiques en 6 ans dans le cadre de la RGPP, principalement dans des communes rurales).

Les attentes des Français en matière de « protection des territoires » se concentrent donc sur des besoins basiques : avoir accès à un médecin, à une école, aux commerces et avoir un emploi à proximité de son lieu de vie. Les dimensions identitaires et l'exigence d'infrastructures d'envergure nationale (TGV par exemple) ne recueillant que 39% et 15% des citations.

On notera néanmoins de réels clivages politiques concernant la définition de la « défense des territoires » : si 78% des sympathisants de la France insoumise donnent la priorité au maintien de services publics de proximité pour défendre les territoires, 62% des Républicains pensent de même (16 points d'écart). Et si 30% des sympathisants de La République en Marche seulement pensent que la protection des territoires passe par la préservation de leur identité, 55% des proches du Front national adhèrent à cette idée (25 points d'écart).